



DOLLARAMA INC.

RAPPORT DE GESTION

Troisième trimestre clos le 2 novembre 2025

Le 11 décembre 2025

Le présent rapport de gestion, daté du 11 décembre 2025, vise à aider les lecteurs à comprendre le contexte commercial, les stratégies, la performance et les facteurs de risque de Dollarama inc. (les termes « Dollarama », « Société », « nous », « notre » et « nos » font référence à la Société prise collectivement avec ses filiales consolidées). Le présent rapport de gestion présente au lecteur un aperçu et une analyse des résultats financiers de la Société, tels qu'ils sont perçus par la direction, pour le troisième trimestre clos le 2 novembre 2025. Ce rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes annexes pour le troisième trimestre clos le 27 octobre 2024 et les états financiers consolidés annuels audités de la Société et les notes annexes pour l'exercice 2025 (tel qu'il est défini ci-après).

Sauf indication contraire et telles qu'elles figurent aux présentes, toutes les informations financières contenues dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le troisième trimestre clos le 2 novembre 2025 ont été préparées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »), tels qu'ils sont établis à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, laquelle inclut les Normes internationales d'information financière, telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (« normes IFRS de comptabilité »).

La Société est gérée sur la base de deux secteurs à présenter : le secteur canadien (qui comprend les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence en Amérique latine de la Société) et le secteur australien. La monnaie de présentation de la Société est le dollar canadien.

Périodes comptables

Dans le présent rapport, « exercice 2024 » désigne l'exercice de la Société clos le 28 janvier 2024, « exercice 2025 » désigne l'exercice de la Société clos le 2 février 2025 et « exercice 2026 » désigne l'exercice de la Société qui sera clos le 1^{er} février 2026.

L'exercice de la Société se termine le dimanche dont la date est la plus rapprochée du 31 janvier et comporte habituellement 52 semaines. Cependant, comme il est d'usage en ce qui concerne le calendrier du secteur de la vente au détail, une semaine est ajoutée à l'exercice tous les cinq ou six ans. L'exercice 2025 comptait 53 semaines, tandis que l'exercice 2026 compte 52 semaines.

Faits récents

Dividende en trésorerie trimestriel

Le 11 décembre 2025, la Société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé un dividende en trésorerie trimestriel à l'intention des porteurs d'actions ordinaires de 0,1058 \$ par action ordinaire. Ce dividende sera versé le 6 février 2026 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 9 janvier 2026. Le dividende est désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada.

Faits saillants du trimestre

Dollarcity

Apport de capital au Mexique

Au cours du trimestre, la Société a utilisé le produit provenant de sa quote-part de 60,1 % du dividende précédemment déclaré par CARS (tel qu'il est défini ci-après), d'un montant de 37,6 M\$ US, afin de fournir un deuxième apport de capital de 18,0 M\$ US (24,5 M\$) à ICM (tel qu'il est défini ci-après) pour ses projets d'expansion au Mexique qui reflète la participation de 80,05 % de la Société dans ICM.

Aperçu

Nos activités

Dollarama, qui a été fondée en 1992 et dont le siège social est situé à Montréal (Québec), au Canada, est un leader canadien des détaillants à bas prix exerçant ses activités au Canada, en Australie – à la suite de l'acquisition de The Reject Shop Limited (« TRS ») – et en Amérique latine, par l'intermédiaire de sa participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans Central American Retail Sourcing, Inc. (« CARS ») et dans Inversiones Comerciales Mexicanas S.A. (« ICM », et, collectivement avec CARS et leurs filiales respectives, le « groupe Dollarcity » ou « Dollarcity »). Dans chacun des marchés où elle exerce ses activités, que ce soit directement ou indirectement, la Société vise à offrir une valeur attrayante à des bas prix fixes sélectionnés ainsi qu'un accès facile à une vaste gamme de produits de consommation courante et d'articles saisonniers abordables convenant à une large clientèle. Les magasins du réseau de la Société exercent leurs activités sous l'enseigne Dollarama^{MD} au Canada, The Reject Shop^{MD} en Australie et Dollarcity^{MD} en Amérique latine.

La stratégie de la Société consiste à faire progresser les ventes, le résultat d'exploitation, le résultat net et le résultat par action ainsi que les flux de trésorerie en augmentant son réseau de magasins et en offrant un vaste éventail d'articles à prix attrayants. La Société vise à maintenir et à améliorer continuellement l'efficacité de ses activités. La Société continue d'évaluer les opportunités et de mettre en place des stratégies dans le but d'optimiser ses activités en Australie au cours des prochaines années et de les aligner davantage sur le modèle d'affaires de la Société, qui comprend l'aménagement des magasins et l'offre de produits.

Au Canada, au 2 novembre 2025, la Société exploitait 1 684 magasins, dont un nombre net de 19 nouveaux magasins ouverts au cours du troisième trimestre de l'exercice 2026. Les magasins au Canada ont une superficie moyenne de 10 446 pieds carrés, et ils proposent un vaste éventail de produits de consommation courante, de marchandises générales et d'articles saisonniers, notamment des articles de marque maison et de marques nationales, tous à prix attrayants. La marchandise est vendue soit individuellement, soit en lots, à des prix fixes d'au plus 5,00 \$. Tous les magasins sont exploités par la Société, ce qui permet d'offrir une expérience de magasinage uniforme. Les magasins sont situés dans des endroits achalandés, que ce soit dans des régions métropolitaines, dans des villes de taille moyenne ou dans des petites villes. La Société a aussi conclu des partenariats avec des plateformes de livraison en ligne de tiers offrant la livraison à domicile rapidement en vue d'offrir plus de commodité aux clients canadiens.

En Australie, au 2 novembre 2025, la Société exploitait un réseau de 401 magasins bien situés, dont un nombre net de 6 nouveaux magasins ouverts au cours du troisième trimestre de l'exercice 2026 sous l'enseigne TRS. Les magasins australiens, dont la superficie moyenne est de 7 664 pieds carrés, offrent un vaste éventail d'articles de marque maison et de marques nationales dont environ 90 % des ventes provenaient d'articles dont le prix se situe entre 0,45 \$ AU et 15,00 \$ AU.

En Amérique latine, Dollarcity comptait un total de 683 magasins au 30 septembre 2025 (par rapport à 588 magasins au 30 septembre 2024), dont 398 situés en Colombie, 113 au Guatemala, 91 au Pérou, 80 au Salvador et un au Mexique. Les magasins Dollarcity proposent un vaste éventail de marchandises générales, de produits de consommation courante et d'articles saisonniers à des prix fixes sélectionnés d'au plus 4,00 \$ US (ou l'équivalent en monnaie locale). Le contrôle des activités de Dollarcity en Amérique latine est exercé conjointement par Dollarama International Inc. (« Dollarama International ») et les actionnaires fondateurs de Dollarcity, par l'intermédiaire de leur participation respective dans CARS et dans ICM. CARS, une société constituée selon les lois du Panama, est la société mère d'entités exploitant des magasins situés au Salvador, au Guatemala, en Colombie et au Pérou, et ICM, également constituée selon les lois du Panama, est la société mère d'entités exploitant un magasin situé au Mexique.

Dollarama International détient une participation de 60,1 % dans CARS et une participation de 80,05 % dans ICM, comptabilisées comme des partenariats selon la méthode de la mise en équivalence.

La Société a deux secteurs à présenter : le secteur Canada (qui comprend l'apport provenant des participations comptabilisées selon la mise en équivalence de la Société en Amérique latine) et le secteur Australie (depuis la réalisation de l'acquisition de TRS le 21 juillet 2025).

Au 2 novembre 2025, les entités principales constituant le groupe Dollarama étaient les suivantes :

Nom de l'entité	Pays de constitution	Monnaie fonctionnelle	Participation
Dollarama S.E.C.	Canada	CAD	100,0 %
Dollarama International Inc. ¹⁾	Canada	USD	100,0 %
Central American Retail Sourcing Inc.	Panama	USD	60,1 %
Inversiones Comerciales Mexicanas S.A.	Panama	MEX	80,05 %
The Reject Shop Limited	Australie	AUD	100,0 %

¹⁾ Dollarama International exerce un contrôle conjoint sur Dollarcity (y compris CARS et ICM) et comptabilise ses participations comme des partenariats selon la méthode de la mise en équivalence.

Faits saillants du troisième trimestre de l'exercice 2026

Comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2025

- les ventes ont augmenté de 22,2 % pour s'établir à 1 909,4 M\$, comparativement à 1 562,6 M\$;
- au Canada, les ventes des magasins comparables¹⁾ ont augmenté de 6,0 %, alors qu'elles avaient augmenté de 3,3 % à la période correspondante de l'exercice précédent;
- le BAIIA¹⁾ s'est accru de 20,1 % pour s'établir à 612,0 M\$, ce qui représente une marge du BAIIA¹⁾ de 32,1 %, comparativement à 32,6 %;
- le résultat d'exploitation a augmenté de 18,1 % et s'est chiffré à 481,2 M\$, ce qui représente une marge d'exploitation¹⁾ de 25,2 %, comparativement à 26,1 %;
- le résultat net a augmenté de 16,6 % pour s'établir à 321,7 M\$, ce qui reflète une augmentation de 19,4 % du résultat net dilué par action ordinaire, qui s'est établi à 1,17 \$, alors qu'il était de 0,98 \$;
- un nombre net de 19 nouveaux magasins ont été ouverts au Canada, comparativement à un nombre net de 18 nouveaux magasins pour la période correspondante de l'exercice précédent; et un nombre net de 6 nouveaux magasins ont été ouverts en Australie sous l'enseigne TRS;
- 2 605 912 actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation pour un montant de 484,6 M\$.

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Faits saillants des neuf premiers mois de l'exercice 2026

Comparativement aux neuf premiers mois de l'exercice 2025

- les ventes ont augmenté de 13,7 % pour s'établir à 5 154,5 M\$, comparativement à 4 531,8 M\$;
- au Canada, les ventes des magasins comparables ont augmenté de 5,3 %, en sus de la croissance de 4,5 % enregistrée à la période correspondante de l'exercice précédent;
- le BAIIA s'est accru de 16,9 % pour s'établir à 1 696,7 M\$, ce qui représente une marge du BAIIA de 32,9 %, comparativement à 32,0 %;
- le résultat d'exploitation a augmenté de 17,5 % et s'est chiffré à 1 353,5 M\$, ce qui représente une marge d'exploitation de 26,3 %, comparativement à 25,4 %;

- le résultat net a augmenté de 17,9 % pour s'établir à 917,0 M\$, ce qui reflète une augmentation de 19,5 % du résultat net dilué par action ordinaire, qui s'est établi à 3,31 \$, alors qu'il était de 2,77 \$;
- un profit latent de 10,4 M\$ a été dégagé au premier trimestre de l'exercice 2026 sur le dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, ce qui a eu une incidence positive d'environ 20 points de base sur la marge du BAIIA et de 0,04 \$ sur le résultat net dilué par action ordinaire;
- un nombre net de 68 nouveaux magasins ont été ouverts au Canada, comparativement à un nombre net de 50 nouveaux magasins pour la période correspondante de l'exercice précédent; et un nombre net de 5 nouveaux magasins ont été ouverts en Australie sous l'enseigne TRS;
- 3 537 958 actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation pour un montant de 659,4 M\$.

Perspectives

Le communiqué de presse daté du 11 décembre 2025, à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2026 pour le secteur canadien », présente une analyse des attentes de la direction en ce qui a trait aux perspectives du secteur canadien de la Société pour l'exercice 2026. Il est accessible sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca, et sur le site Web de la Société, à www.dollarama.com.

Éléments ayant une incidence sur les résultats d'exploitation

Ventes

La Société comptabilise les produits des activités ordinaires tirés de la vente de produits ou de la prestation de services à mesure que les obligations de prestation sont remplies.

Les produits des activités ordinaires sont présentés après déduction des taxes de vente, des rabais et des remises. Les cartes-cadeaux vendues sont comptabilisées à titre de passif et le produit des activités ordinaires s'y rattachant est comptabilisé lorsque les cartes-cadeaux sont échangées. Les ventes se composent des ventes des magasins comparables et des ventes des nouveaux magasins ainsi que des ventes à des tiers.

Les ventes des magasins comparables sont définies comme étant celles des magasins, y compris les magasins relocalisés et agrandis, ouverts depuis au moins 13 mois complets par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Les principaux moteurs des ventes des magasins comparables sont les variations du nombre de transactions et du montant moyen des transactions. Pour accroître les ventes des magasins comparables, la Société met l'accent sur une offre de marchandises de qualité et diversifiées à des prix attrayants dans des magasins bien aménagés, uniformes et faciles d'accès. Comme la Société continue d'évaluer et de mettre en place des stratégies dans le but d'optimiser les activités en Australie et d'y appliquer les caractéristiques du modèle d'affaires de Dollarama au cours des prochaines années, elle ne présente pas à l'heure actuelle d'informations sur les ventes des magasins comparables pour ce secteur.

Aux termes des conventions d'approvisionnement et des conventions de services conclues par Dollarama International, filiale entièrement détenue par la Société par l'intermédiaire de laquelle cette dernière détient sa participation dans CARS et ICM, la Société comptabilise les produits des activités ordinaires selon les montants facturés à Dollarcity lorsque la Société agit pour son propre compte. Lorsqu'elle agit à un autre titre, la Société comptabilise le montant net qu'elle conserve en tant que produit des activités ordinaires. Pour obtenir plus de détails, se reporter à la rubrique intitulée « Dollarcity ».

Dans le passé, notre chiffre d'affaires le plus faible a été enregistré au premier trimestre et notre chiffre d'affaires le plus élevé, au quatrième trimestre, la plus grande proportion des ventes étant réalisée en décembre. En général, notre chiffre d'affaires augmente également en prévision de fêtes comme Pâques, la Saint-Patrick, la Saint-Valentin et l'Halloween, mais nos ventes ne subissent autrement que de légères variations saisonnières, et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. Cela dit, des conditions météorologiques inhabituellement défavorables qui perturberaient nos activités commerciales ou d'exploitation pendant une période de pointe ou pendant une période prolongée pourraient avoir un effet défavorable sur notre réseau de distribution et sur l'achalandage dans nos magasins et, de ce fait, avoir des conséquences défavorables significatives sur nos activités et nos résultats financiers. Se reporter à la rubrique du présent rapport de gestion intitulée « Risques et incertitudes » pour une analyse des risques associés au caractère saisonnier des ventes et à la poursuite des activités.

Coût des produits vendus

Le coût des produits vendus comprend principalement le coût des stocks achetés, la portion variable et non indexée des frais d'occupation des magasins qui sont exclus des obligations locatives aux termes de la norme IFRS 16, et les frais de livraison et de transport (qui sont en grande partie variables et proportionnels aux volumes de nos ventes) ainsi que les frais d'occupation des entrepôts et du centre de distribution et les coûts de la main-d'œuvre. Le cas échéant, nous constatons les ristournes accordées par les fournisseurs en fonction du volume de nos achats lorsqu'il est probable que ces ristournes seront reçues et que le montant peut raisonnablement être estimé. Les ristournes sont portées en réduction du coût d'acquisition des stocks ou, si les stocks visés ont été vendus, en réduction du coût des produits vendus.

Bien que les hausses des coûts, y compris les coûts des matières premières, puissent avoir une incidence défavorable sur nos activités, notre grille de prix multiples nous procure une certaine marge de manœuvre pour composer avec la hausse des coûts et la compenser, du moins en partie.

Comme la Société achète des marchandises libellées en devises autres que la monnaie fonctionnelle, principalement en important des marchandises chinoises en dollars américains, les fluctuations du dollar américain par rapport à la monnaie fonctionnelle ont des conséquences directes sur le coût des produits vendus. Par conséquent, le coût des produits vendus est touché indirectement par les fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain et, directement, par celles du dollar américain par rapport à la monnaie fonctionnelle.

Bien que nous concluons des contrats de change à terme en vue de couvrir une partie importante de notre exposition aux fluctuations du dollar américain par rapport à la monnaie fonctionnelle (généralement de 9 à 12 mois d'avance), nous ne réalisons aucune opération de couverture relativement aux fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain.

Les frais de livraison et de transport constituent également une composante importante du coût des produits vendus.

Les frais d'occupation compris dans le coût des produits vendus de la Société se composent principalement de la portion variable et non indexée des charges qui sont exclues des obligations locatives aux termes d'IFRS 16. Les paiements de loyers fixes et indexés sont comptabilisés à titre d'obligations locatives aux termes d'IFRS 16. Les frais d'occupation ont généralement augmenté au fil des ans. La direction estime qu'elle est généralement en mesure de négocier les modalités de ses baux à des conditions commerciales concurrentielles et ne prévoit pas de hausses significatives des taux à court et à moyen terme. Au Canada, les baux des magasins sont habituellement signés pour des durées de dix ans, avec option de reconduction pour une ou plusieurs périodes additionnelles de cinq ans.

Nous nous efforçons de maintenir une marge brute durable permettant d'atteindre un équilibre sain entre la maximisation du rendement pour les actionnaires et l'offre d'une valeur attrayante pour nos clients. La marge brute varie d'un trimestre à l'autre par suite des variations des marges sur les produits, des changements dans la gamme des produits ou des variations des frais de logistique et de transport, entre autres facteurs. Au Canada, notre objectif actuel est de renouveler environ 25 % à 35 % de notre offre annuellement.

Frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins

Les frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins (les « frais généraux ») sont composés des coûts de la main-d'œuvre, qui sont essentiellement variables et proportionnels au volume de nos ventes, ainsi que des coûts d'entretien général des magasins, des salaires et des charges sociales des employés du siège social et des membres de l'équipe de direction des magasins, des charges d'administration des bureaux, des honoraires, des coûts de transaction et d'autres charges connexes, qui sont tous essentiellement fixes. Bien que le salaire horaire moyen des employés de nos magasins soit plus élevé que le salaire minimum prévu par la loi, une augmentation importante de ce dernier aurait une incidence considérable sur les charges salariales, à moins que cette incidence ne soit contrebalancée par des améliorations de la productivité et par d'autres réductions de coûts des magasins.

Facteurs économiques et facteurs propres au secteur ayant une incidence sur la Société

La Société exerce ses activités dans le secteur de la vente au détail à bas prix, secteur extrêmement concurrentiel sur le plan des prix, de l'emplacement des magasins, de la qualité de la marchandise, de la gamme de produits et de leur présentation, de la régularité des stocks et du service à la clientèle. En plus de la concurrence livrée par les autres magasins à un dollar, la Société fait face à une concurrence encore plus vive de la part des magasins à prix modiques et à escompte, des dépanneurs et des grandes surfaces, dont bon nombre sont situés dans des secteurs où elle est aussi présente, offrent des produits essentiellement similaires à ceux qu'offre la Société et consacrent des efforts importants à la publicité et au marketing. De plus, en raison de la vaste gamme de marchandises générales, de produits de consommation courante et d'articles saisonniers qu'elle offre, la Société subit la concurrence de divers détaillants spécialisés, notamment des détaillants offrant des articles de bureau, des articles de quincaillerie, des articles pour la maison, des produits d'épicerie, des produits d'hygiène et de beauté, et du matériel d'art et d'artisanat, lesquels font partie des produits qu'offre également la Société. En outre, la Société livre concurrence à certaines autres entreprises pour l'obtention des meilleurs emplacements où installer ses magasins et pour attirer et conserver du personnel qualifié.

Principales informations financières consolidées

Le tableau ci-dessous présente les principales informations financières consolidées pour les périodes indiquées, qui ont été tirées des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société :

(en milliers de dollars et d'actions, sauf les montants par action)	Périodes de 13 semaines closes		Périodes de 39 semaines closes	
	le 2 novembre	le 27 octobre	le 2 novembre	le 27 octobre
	2025	2024	2025	2024
	\$	\$	\$	\$
Données sur le résultat				
Ventes	1 909 442	1 562 644	5 154 490	4 531 800
Coût des produits vendus	1 053 641	863 928	2 841 889	2 518 613
Profit brut	855 801	698 716	2 312 601	2 013 187
Frais généraux	294 780	223 519	769 460	653 631
Dotation aux amortissements	122 244	94 788	310 746	279 041
Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(42 418)	(27 083)	(121 060)	(71 871)
Résultat d'exploitation	481 195	407 492	1 353 455	1 152 386
Profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	(10 348)	-
Coûts de financement nets	48 967	41 603	136 096	119 065
Résultat avant impôt	432 228	365 889	1 227 707	1 033 321
Impôt sur le résultat	110 504	90 083	310 729	255 730
Résultat net	321 724	275 806	916 978	777 591
Résultat net de base par action ordinaire	1,17 \$	0,98 \$	3,32 \$	2,78 \$
Résultat net dilué par action ordinaire	1,17 \$	0,98 \$	3,31 \$	2,77 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation :				
De base	274 963	281 356	276 336	280 079
Après dilution	276 032	282 349	277 402	281 075
Autres données				
Croissance des ventes d'un exercice à l'autre	22,2 %	5,7 %	13,7 %	7,2 %
Marge brute ¹⁾	44,8 %	44,7 %	44,9 %	44,4 %
Frais généraux en pourcentage des ventes ¹⁾	15,4 %	14,3 %	14,9 %	14,4 %
BAIIA ¹⁾	612 037	509 677	1 696 684	1 451 725
Marge d'exploitation ¹⁾	25,2 %	26,1 %	26,3 %	25,4 %
Dépenses d'investissement	68 447	51 018	175 232	151 237
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,1058 \$	0,0920 \$	0,3174 \$	0,2760 \$

DOLLARAMA INC.
RAPPORT DE GESTION

Le 11 décembre 2025

Le tableau ci-dessous présente les principales informations financières au 2 novembre 2025 et au 2 février 2025, qui ont été tirées des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et des notes annexes :

(en milliers de dollars)

	Aux	
	2 novembre 2025	2 février 2025
	\$	\$
Données tirées de l'état de la situation financière		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	205 521	122 685
Stocks	1 178 880	921 095
Total des actifs courants	1 495 368	1 201 280
Immobilisations corporelles	1 206 847	1 046 390
Actifs au titre des droits d'utilisation	2 379 873	2 109 445
Total de l'actif	7 400 996	6 482 592
Total des passifs courants	1 373 886	1 014 306
Total des passifs non courants	4 729 087	4 280 028
Total de la dette ¹⁾	2 644 593	2 282 679
Dette nette ¹⁾	2 439 072	2 159 994
Capitaux propres	1 298 023	1 188 258

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Principales informations financières par secteur

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des principales informations financières par secteur à présenter pour les périodes indiquées, qui ont été tirées des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et des notes annexes :

	Période de 13 semaines close le 2 novembre 2025			Période de 39 semaines close le 2 novembre 2025		
	Canada \$	Australie \$	Total \$	Canada \$	Australie ⁴⁾ \$	Total \$
Données sur le résultat						
Ventes	1 723 339	186 103	1 909 442	4 942 654	211 836	5 154 490
Coût des produits vendus ⁵⁾	934 395	119 246	1 053 641	2 706 458	135 431	2 841 889
Profit brut	788 944	66 857	855 801	2 236 196	76 405	2 312 601
Frais généraux	244 027	50 753	294 780	712 205	57 255	769 460
Dotation aux amortissements	96 727	25 517	122 244	282 146	28 600	310 746
Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(42 418)	-	(42 418)	(121 060)	-	(121 060)
Résultat d'exploitation	490 608	(9 413)	481 195	1 362 905	(9 450)	1 353 455
Profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(10 348)	-	(10 348)
Coûts de financement nets	46 151	2 816	48 967	132 942	3 154	136 096
Impôt sur le résultat	114 183	(3 679)	110 504	314 522	(3 793)	310 729
Résultat net	330 274	(8 550)	321 724	925 789	(8 811)	916 978
Autres données sectorielles						
Croissance des ventes des magasins comparables ¹⁾	6,0 %	- ³⁾		5,3 %	- ³⁾	
Dépenses d'investissement	60 062	8 385		166 414	8 818	
Nombre de magasins ²⁾	1 684	401		1 684	401	
Superficie moyenne des magasins (en pieds carrés bruts) ²⁾	10 446	7 664		10 446	7 664	

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

²⁾ À la clôture de la période.

³⁾ Comme la Société continue d'évaluer et de mettre en place des stratégies dans le but d'optimiser les activités en Australie et d'y appliquer les caractéristiques du modèle d'affaires de Dollarama au cours des prochaines années, elle ne présente pas à l'heure actuelle d'informations sur les ventes des magasins comparables pour ce secteur.

⁴⁾ Représente les résultats à partir du 22 juillet 2025, à la suite de la réalisation de l'acquisition de TRS par la Société le 21 juillet 2025.

⁵⁾ Pour la période de 13 semaines close le 2 novembre 2025, le coût des produits vendus comprenait la dotation aux amortissements des secteurs canadien et australien d'un montant de 6 675 \$ et de 1 923 \$, respectivement. Pour la période de 39 semaines close le 2 novembre 2025, le coût des produits vendus comprenait la dotation aux amortissements des secteurs canadien et australien d'un montant de 19 984 \$ et de 2 151 \$, respectivement.

Résultats d'exploitation

Analyse des résultats du troisième trimestre de l'exercice 2026

Le texte qui suit est un aperçu de la performance financière de la Société pour le troisième trimestre de l'exercice 2026 comparativement à celle du troisième trimestre de l'exercice 2025.

Ventes

Les ventes pour le troisième trimestre de l'exercice 2026 ont augmenté de 22,2 % pour s'établir à 1 909,4 M\$, alors qu'elles étaient de 1 562,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable à un apport aux ventes de 186,1 M\$ provenant des 401 magasins en Australie, à l'accroissement du nombre total de magasins au Canada au cours des 12 derniers mois, qui est passé de 1 601 magasins au 27 octobre 2024 à 1 684 magasins au 2 novembre 2025, ainsi qu'à la hausse des ventes des magasins comparables au Canada.

Les ventes des magasins comparables au Canada pour le troisième trimestre de l'exercice 2026 ont augmenté de 6,0 %, ce qui reflète la hausse de 4,1 % du nombre de transactions et de 1,9 % du montant moyen des transactions, en sus de la croissance des ventes des magasins comparables au Canada de 3,3 % enregistrée pour le troisième trimestre de l'exercice 2025. L'augmentation est principalement attribuable à la demande constante de produits de consommation courante et à la hausse des ventes de produits saisonniers, qui comprend quatre jours de magasinage supplémentaires pour l'Halloween par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Comme la Société continue d'évaluer et de mettre en place des stratégies dans le but d'optimiser les activités en Australie et d'y appliquer les caractéristiques du modèle d'affaires de Dollarama au cours des prochaines années, elle ne présente pas à l'heure actuelle d'informations sur les ventes des magasins comparables pour ce secteur.

Au Canada, les nouveaux magasins, qui ne font pas encore partie des magasins comparables, enregistrent des ventes annuelles d'environ 3,2 M\$ au cours de leurs deux premières années d'activité, et la période moyenne de remboursement du capital investi est d'environ deux ans.

Marge brute

La marge brute s'est établie à 44,8 % des ventes pour le troisième trimestre de l'exercice 2026, comparativement à 44,7 % des ventes pour le troisième trimestre de l'exercice 2025. La marge brute en pourcentage des ventes a été plus élevée principalement en raison de la composition des ventes favorable attribuable à la hausse des ventes des produits saisonniers, et de la diminution des frais de logistique au Canada, facteurs en partie contrebalancés par l'incidence de 100 points de base de la marge brute moins élevée en Australie.

Frais généraux

Les frais généraux pour le troisième trimestre de l'exercice 2026 ont augmenté de 31,9 % pour s'établir à 294,8 M\$, alors qu'ils étaient de 223,5 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2025. Les frais généraux ont représenté 15,4 % des ventes pour le troisième trimestre de l'exercice 2026, comparativement à 14,3 % des ventes pour le troisième trimestre de l'exercice 2025. Cette augmentation s'explique essentiellement par les frais généraux engagés en Australie, qui ont eu un effet de 120 points de base sur les frais généraux en pourcentage des ventes, en partie contrebalancés par l'incidence favorable des économies d'échelle au Canada.

BAIIA

Le BAIIA s'est établi à 612,0 M\$, ce qui représente une marge du BAIIA de 32,1 %, pour le troisième trimestre de l'exercice 2026, comparativement à 509,7 M\$, ou une marge du BAIIA de 32,6 %, pour le troisième trimestre de l'exercice 2025. Le BAIIA pour le troisième trimestre de l'exercice 2026 tient compte de l'apport de 18,0 M\$ provenant du secteur australien, qui a eu une incidence négative de 240 points de base sur la marge du BAIIA.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements a augmenté de 27,4 M\$, passant de 94,8 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2025 à 122,2 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2026. L'augmentation s'explique principalement par les ajouts d'actifs au titre des droits d'utilisation et les améliorations locatives liées à l'ouverture de nouveaux magasins, dont une tranche de 25,5 M\$ est attribuable à la charge d'amortissement provenant du secteur australien, ce qui a été en partie contrebalancé par la modification de la durée d'utilité de certaines immobilisations corporelles au Canada afin de refléter la période d'utilisation des actifs sous-jacents de la Société.

Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

La quote-part de 60,1 % revenant à la Société du résultat net de CARS et sa quote-part de 80,05 % du résultat net d'ICM se sont établies à 42,4 M\$ pour la période allant du 1^{er} juillet 2025 au 30 septembre 2025, contre 27,1 M\$ pour la quote-part de 60,1 % revenant à la Société de CARS pour la période allant du 1^{er} juillet 2024 au 30 septembre 2024, ce qui représente une croissance de 56,5 % d'un exercice à l'autre. La solide performance de Dollarcity pour le troisième trimestre est principalement attribuable à la hausse de 21,1 % des ventes découlant surtout de l'accroissement des ventes des magasins comparables et du nombre total de magasins, qui est passé de 588 au 30 septembre 2024 à 683 au 30 septembre 2025, ainsi qu'à la hausse de la marge brute en pourcentage des ventes découlant de la baisse des frais de logistique. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la légère hausse des frais généraux en pourcentage des ventes résultant des coûts liés aux projets d'expansion de Dollarcity au Mexique. La participation de la Société dans Dollarcity est comptabilisée comme un partenariat selon la méthode de la mise en équivalence.

Coûts de financement nets

Les coûts de financement nets ont augmenté de 7,4 M\$, passant de 41,6 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2025 à 49,0 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2026. L'augmentation reflète principalement la hausse du niveau d'endettement moyen par suite de l'émission des billets à taux fixe de 3,850 % (définis ci-après) au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2026, la hausse des charges d'intérêts sur les obligations locatives du secteur canadien et l'incidence de 2,8 M\$ du secteur australien.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 20,4 M\$, passant de 90,1 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2025 à 110,5 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2026. Le taux d'imposition prescrit par la loi au Canada pour le troisième trimestre de l'exercice 2026 est demeuré inchangé à 26,5 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice 2025. Le taux d'imposition effectif de la Société pour le troisième trimestre des exercices 2026 et 2025 était de 25,6 % et de 24,6 %, respectivement. La variation du taux d'imposition effectif est principalement attribuable à l'incidence du Pilier 2, lequel s'applique depuis la transaction visant TRS (tel qu'elle est définie ci-après), facteur en partie contrebalancé par la quote-part revenant à la Société du résultat net de sa participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans Dollarcity.

Résultat net

Le résultat net a augmenté de 16,6 % pour s'établir à 321,7 M\$, alors qu'il s'est établi à 275,8 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2025, ce qui a entraîné une augmentation du résultat net dilué par action ordinaire de 19,4 %, qui s'est établi à 1,17 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2026, ce qui comprend l'incidence négative de 0,03 \$ par action ordinaire après dilution du secteur australien.

Analyse des résultats des neuf premiers mois de l'exercice 2026

Le texte qui suit est un aperçu de notre performance financière pour les neuf premiers mois de l'exercice 2026 comparativement à celle des neuf premiers mois de l'exercice 2025.

Ventes

Les ventes pour les neuf premiers mois de l'exercice 2026 ont augmenté de 13,7 % pour s'établir à 5 154,5 M\$, alors qu'elles étaient de 4 531,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable à l'accroissement du nombre total de magasins au Canada au cours des 12 derniers mois, à la hausse des ventes des magasins comparables au Canada et à l'apport provenant des 401 magasins en Australie, qui ont généré pour la Société 211,8 M\$ au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2026.

Les ventes des magasins comparables au Canada pour les neuf premiers mois de l'exercice 2026 ont augmenté de 5,3 %, ce qui reflète la hausse de 3,9 % du nombre de transactions et de 1,4 % du montant moyen des transactions, en sus de la croissance des ventes des magasins comparables au Canada de 4,5 % enregistrée pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025. L'augmentation est principalement attribuable à la demande constante de produits de consommation courante par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Marge brute

La marge brute s'est établie à 2 312,6 M\$, ou 44,9 % des ventes pour les neuf premiers mois de l'exercice 2026, comparativement à 2 013,2 M\$, ou 44,4 % des ventes pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025. La marge brute en pourcentage des ventes a été plus élevée principalement en raison de la diminution des frais de logistique au Canada, contrebalancée par l'incidence de 40 points de base découlant du recul de la marge brute en Australie.

Frais généraux

Les frais généraux pour les neuf premiers mois de l'exercice 2026 ont augmenté de 17,7 % pour s'établir à 769,5 M\$, alors qu'ils étaient de 653,6 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025. Les frais généraux ont représenté 14,9 % des ventes pour les neuf premiers mois de l'exercice 2026, comparativement à 14,4 % des ventes pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025. Cette augmentation s'explique essentiellement par les frais généraux supplémentaires pour le secteur australien, qui ont eu un effet de 50 points de base sur les frais généraux en pourcentage des ventes, et par les coûts de transaction provenant de l'acquisition de TRS.

BAIIA

Le BAIIA s'est établi à 1 696,7 M\$, ce qui représente une marge du BAIIA de 32,9 %, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2026, comparativement à 1 451,7 M\$, ou une marge du BAIIA de 32,0 %, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025. Le BAIIA pour les neuf premiers mois de l'exercice 2026 tient compte de l'apport de 21,3 M\$ provenant du secteur australien, qui a eu une incidence négative de 100 points de base sur la marge du BAIIA.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements a augmenté de 31,7 M\$, passant de 279,0 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025 à 310,7 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2026. L'augmentation s'explique principalement par les ajouts d'actifs au titre des droits d'utilisation et les améliorations locatives liées à l'ouverture de nouveaux magasins, dont une tranche de 28,6 M\$ est attribuable à l'amortissement provenant du secteur australien, ce qui a été en partie contrebalancé par la modification de la durée d'utilité de certaines immobilisations corporelles au Canada afin de refléter la période d'utilisation des actifs sous-jacents de la Société.

Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

La quote-part de 60,1 % revenant à la Société du résultat net de CARS et sa quote-part de 80,05 % du résultat net d'ICM se sont établies à 121,1 M\$ pour la période allant du 1^{er} janvier 2025 au 30 septembre 2025, contre 71,9 M\$ pour la quote-part de 50,1 % revenant à la Société de CARS pour la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 10 juin 2024 et sa quote-part de 60,1 % pour la période allant du 11 juin 2024 au 30 septembre 2024. Cette augmentation de 68,4 % s'explique principalement par la performance opérationnelle solide et continue au cours des neuf premiers mois clos le 30 septembre 2025, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et par l'acquisition d'une participation additionnelle de 10 % dans CARS le 11 juin 2024 (la « transaction visant Dollarcity »). Pour les neuf premiers mois clos le 30 septembre 2025, la solide performance de Dollarcity est principalement attribuable à la hausse de 16,7 % des ventes découlant surtout de l'accroissement des ventes des magasins comparables et du nombre total de magasins, qui est passé de 588 au 30 septembre 2024 à 683 au 30 septembre 2025, ainsi qu'à la hausse de la marge brute en pourcentage des ventes découlant de la baisse des frais de logistique. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la légère hausse des frais généraux en pourcentage des ventes résultant des coûts liés aux projets d'expansion de Dollarcity au Mexique. La participation de la Société dans Dollarcity est comptabilisée comme un partenariat selon la méthode de la mise en équivalence.

Coûts de financement nets

Les coûts de financement nets ont augmenté de 17,0 M\$, passant de 119,1 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025 à 136,1 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2026. L'augmentation reflète principalement la hausse du niveau d'endettement moyen par suite de l'émission des billets à taux fixe de 3,850 % au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2026, la hausse des charges d'intérêts sur les obligations locatives du secteur canadien et l'incidence de 3,2 M\$ du secteur australien.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 55,0 M\$, passant de 255,7 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025 à 310,7 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2026. Le taux d'imposition prescrit par la loi au Canada pour les neuf premiers mois de l'exercice 2026 est demeuré inchangé à 26,5 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice 2025. Le taux d'imposition effectif de la Société pour les neuf premiers mois des exercices 2026 et 2025 était de 25,3 % et de 24,7 %, respectivement. La variation du taux d'imposition effectif est principalement attribuable à l'incidence du Pilier 2, lequel s'applique depuis la transaction visant TRS, ainsi qu'à l'incidence non récurrente de 6,7 M\$ d'un accord de licence conclu avec Dollarcity en lien avec l'expansion de l'entreprise au Mexique, facteurs en partie contrebalancés par la quote-part revenant à la Société du résultat net de sa participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans Dollarcity.

Résultat net

Le résultat net a augmenté de 17,9 % pour s'établir à 917,0 M\$, ou 3,31 \$ par action ordinaire après dilution, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2026, alors qu'il s'est établi à 777,6 M\$, ou 2,77 \$ par action ordinaire après dilution pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025, ce qui comprend l'incidence négative de 0,03 \$ par action ordinaire après dilution du secteur australien.

Sommaire des résultats trimestriels consolidés

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Exercice 2026			Exercice 2025				Exercice 2024
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Données tirées de l'état du résultat net	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	1 909 442	1 723 838	1 521 210	1 881 345	1 562 644	1 563 384	1 405 772	1 639 171
Résultat net	321 724	321 498	273 756	390 954	275 806	285 942	215 843	323 770
Résultat net par action ordinaire								
De base	1,17 \$	1,16 \$	0,99 \$	1,40 \$	0,98 \$	1,02 \$	0,77 \$	1,15 \$
Dilué	1,17 \$	1,16 \$	0,98 \$	1,40 \$	0,98 \$	1,02 \$	0,77 \$	1,15 \$

Situation de trésorerie et sources de financement

Flux de trésorerie pour le troisième trimestre de l'exercice 2026

(en milliers de dollars)	Périodes de 13 semaines closes		Variation
	le 2 novembre 2025	le 27 octobre 2024	
	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	433 639	370 353	63 286
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(42 105)	(50 736)	8 631
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(873 243)	(308 033)	(565 210)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(481 709)	11 584	(493 293)

Flux de trésorerie – Activités d'exploitation

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2026, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 433,6 M\$, comparativement à 370,4 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2025. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation du résultat net ainsi qu'à la hausse des ajustements hors trésorerie, principalement liés à l'accroissement de l'amortissement, facteurs partiellement contrebalancés par l'augmentation de la quote-part du résultat net provenant des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Flux de trésorerie – Activités d'investissement

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2026, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 42,1 M\$, comparativement à 50,7 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2025. Cette variation est principalement attribuable aux distributions de 51,9 M\$ provenant de la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans CARS, facteur partiellement contrebalancé par le deuxième apport de capital de 25,5 M\$ à ICM en lien avec les projets d'expansion au Mexique et les dépenses d'investissement supplémentaires découlant essentiellement de la construction du carrefour logistique dans l'Ouest, au cours du troisième trimestre de l'exercice 2026.

Flux de trésorerie – Activités de financement

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2026, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 873,2 M\$, comparativement à 308,0 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2025. Cette variation s'explique principalement par la hausse de la contrepartie en trésorerie payée pour les rachats d'actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ainsi que par le remboursement des billets à taux fixe à 5,084 % d'un montant de 250,0 M\$.

Flux de trésorerie pour les neuf premiers mois de l'exercice 2026

(en milliers de dollars)	Périodes de 39 semaines closes		Variation
	le 2 novembre	le 27 octobre	
	2025	2024	
	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 176 478	1 074 621	101 857
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(305 883)	(128 606)	(177 277)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(787 759)	(976 886)	189 127
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	82 836	(30 871)	113 707

Flux de trésorerie – Activités d'exploitation

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2026, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 1 176,5 M\$, comparativement à 1 074,6 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation du résultat net, facteur partiellement contrebalancé par la baisse des ajustements hors trésorerie, qui s'explique surtout par l'augmentation de la quote-part du résultat net provenant des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et par l'affectation accrue du fonds de roulement par suite de l'augmentation des achats de stocks au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2026 comparativement aux neuf premiers mois de l'exercice 2025.

Flux de trésorerie – Activités d'investissement

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2026, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 305,9 M\$, comparativement à 128,6 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025. Cette variation est principalement attribuable à la contrepartie en trésorerie versée pour la transaction visant TRS, déduction faite de la trésorerie acquise de 181,8 M\$, aux apports en capital de 50,0 M\$ à ICM en lien avec les projets d'expansion au Mexique, ainsi qu'aux dépenses d'investissement supplémentaires découlant essentiellement de la construction du carrefour logistique dans l'Ouest au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2026, facteurs en partie contrebalancés par les distributions de 106,6 \$ provenant de la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans CARS, comparativement à des distributions de 27,4 M\$ au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2025.

Flux de trésorerie – Activités de financement

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2026, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 787,8 M\$, comparativement à 976,9 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025. Cette variation s'explique principalement par le produit sur l'émission de billets à taux fixe à 3,850 % d'un montant de 600,0 M\$, facteur en partie contrebalancé par le remboursement de billets à taux fixe à 5,084 % d'un montant de 250,0 M\$, par la hausse de la contrepartie en trésorerie payée pour les rachats d'actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ainsi que par la hausse des paiements nets au titre des obligations locatives en raison de l'accroissement du nombre de magasins et du calendrier des paiements de loyers par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement comprennent les ajouts d'immobilisations corporelles et incorporelles qui se rapportent principalement aux investissements dans les projets de technologies de l'information, dans les projets de transformation et dans les nouveaux magasins.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2026, les dépenses d'investissement ont totalisé 68,4 M\$ et 175,2 M\$, respectivement, par rapport à 51,0 M\$ et à 151,2 M\$ pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2025. Cette hausse est principalement attribuable aux dépenses d'investissement liées à l'acquisition de magasins et aux projets de transformation au Canada et en Australie et aux projets de technologies de l'information au Canada plus élevées qu'au troisième trimestre et aux neuf premiers mois de l'exercice 2025 ainsi qu'aux dépenses d'investissement supplémentaires découlant de la construction du carrefour logistique dans l'Ouest.

Ressources en capital

Au 2 novembre 2025, la Société disposait d'une encaisse de 205,5 M\$, d'un montant disponible de 1 048,6 M\$ aux termes de la facilité de crédit de Dollarama (telle qu'elle est définie ci-après) et d'un montant disponible de 10,0 M\$ AU (9,2 M\$) aux termes des facilités de crédit de TRS (telle qu'elles sont définies ci-après).

La Société prévoit que ses flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, avec ses liquidités disponibles, suffiront à répondre à ses besoins de liquidités prévus au cours de l'exercice 2026, ce qui inclut le financement de la croissance prévue et de ses dépenses d'investissement, le service de sa dette, le paiement de ses obligations contractuelles, le rachat d'actions ordinaires et le versement de dividendes aux actionnaires.

La capacité de la Société de payer le capital et les intérêts sur une partie, quelle qu'elle soit, de sa dette, qui se compose principalement de billets à taux fixe à la date des présentes, de refinancer ou de rembourser à l'échéance la totalité ou une partie de cette dette ou de générer des fonds suffisants pour répondre à ses futurs besoins de trésorerie dépendra en grande partie de sa performance future, laquelle, dans une certaine mesure, est tributaire de la conjoncture économique, de facteurs d'ordre financier, de la concurrence, du cadre législatif et réglementaire, et d'autres facteurs qui sont indépendants de sa volonté. Comme il est décrit ci-après, tout exercice par les actionnaires fondateurs de Dollarcity de leur option de vente ou tout exercice par la Société de son option d'achat garantie dans le cadre de la transaction visant Dollarcity pourrait également avoir une incidence sur ce qui précède et sur la stratégie de répartition du capital de la Société. Se reporter à la rubrique intitulée « Dollarcity » pour obtenir plus de détails sur la transaction visant Dollarcity.

Le 16 juin 2025, la Société a émis les billets à taux fixe à 3,850 % dans le cadre d'un placement privé au Canada en vertu d'une dispense de prospectus prévue par les lois sur les valeurs mobilières applicables. Les billets à taux fixe à 3,850 % ont été émis à leur valeur nominale pour un produit brut total de 600,0 M\$ et portent intérêt au taux annuel fixe de 3,850 %, payable en versements semestriels le 16 juin et le 16 décembre de chaque année jusqu'à l'échéance, le 16 décembre 2030. Les billets à taux fixe à 3,850 % se sont vu attribuer par DBRS Limited une note de BBB+ (élevé), avec tendance stable, en hausse par rapport à BBB auparavant.

La Société a affecté le produit net de l'émission des billets à taux fixe à 3,850 % au remboursement d'un montant en capital total de 250,0 M\$ des billets à taux fixe à 5,084 %, qui sont venus à échéance le 27 octobre 2025 et aux fins générales de l'entreprise.

La Société prévoit refinancer ses billets à taux fixe à 1,871 % échéant le 8 juillet 2026 au moyen de l'émission de nouveaux billets à long terme avant la date d'échéance. La Société est bien perçue par les agences de notation. Les hypothèses de la Société concernant ses besoins en liquidités futurs et ses possibilités de refinancement pourraient se révéler inexactes. Se reporter à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice 2025 pour une analyse des risques liés à l'endettement, à la liquidité et à la modification de la solvabilité ou de la notation.

DOLLARAMA INC.
RAPPORT DE GESTION

Le 11 décembre 2025

La Société avait un fonds de roulement positif de 121,5 M\$ au 2 novembre 2025, comparativement à un fonds de roulement positif de 392,0 M\$ au 27 octobre 2024, en raison principalement des billets à taux fixe à 1,871 % échéant au cours des 12 prochains mois d'un montant de 375,0 M\$ inclus dans le passif courant au 2 novembre 2025, comparativement à des billets à taux fixe à 5,084 % d'un montant de 250,0 M\$ inclus au 27 octobre 2024, et de la baisse du solde de trésorerie et d'équivalents de trésorerie au 2 novembre 2025.

Billets non garantis de premier rang

<i>(en milliers de dollars)</i>	2 novembre 2025	2 février 2025
	\$	\$
Les titres de créance à long terme en cours se composent des éléments suivants :		
Billets non garantis à taux fixe de premier rang (les « billets à taux fixe ») portant intérêt comme suit :		
Taux annuel fixe de 3,850 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 16 décembre 2030 (les « billets à taux fixe à 3,850 % »)	600 000	-
Taux annuel fixe de 5,165 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 26 avril 2030 (les « billets à taux fixe à 5,165 % »)	450 000	450 000
Taux annuel fixe de 2,443 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 9 juillet 2029 (les « billets à taux fixe à 2,443 % »)	375 000	375 000
Taux annuel fixe de 5,533 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 26 septembre 2028 (les « billets à taux fixe à 5,533 % »)	500 000	500 000
Taux annuel fixe de 1,505 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 20 septembre 2027 (les « billets à taux fixe à 1,505 % »)	300 000	300 000
Taux annuel fixe de 1,871 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 8 juillet 2026 (les « billets à taux fixe à 1,871 % »)	375 000	375 000
Taux annuel fixe de 5,084 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 27 octobre 2025 (les « billets à taux fixe à 5,084 % »)	-	250 000
Frais d'émission des titres de créance non amortis, y compris un montant de 1 453 \$ (1 219 \$ au 2 février 2025) pour la facilité de crédit de Dollarama	(8 670)	(7 092)
Intérêt à payer sur les billets à taux fixe	17 436	22 330
Ententes de financement à long terme	5 271	5 080
Couverture de la juste valeur – ajustement de la valeur d'entrée des swaps de taux d'intérêt	12 224	12 361
	2 626 261	2 282 679
Partie courante (y compris les frais d'émission de titres de créance non amortis, l'intérêt à payer sur les billets à taux fixe, les ententes de financement à long terme et les billets à taux fixe dont la date d'échéance se situe dans la prochaine période de 52 semaines, le cas échéant)	(394 209)	(273 771)
	<u>2 232 052</u>	<u>2 008 908</u>

DOLLARAMA INC.

RAPPORT DE GESTION

Le 11 décembre 2025

Le tableau qui suit présente la valeur comptable et la juste valeur des billets à taux fixe au 2 novembre 2025 et au 2 février 2025. Les justes valeurs des billets à taux fixe sont classées au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

(en milliers de dollars)	2 novembre 2025		2 février 2025	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Billets à taux fixe				
Billets à taux fixe à 3,850 %	606 032	611 046	-	-
Billets à taux fixe à 5,165 %	449 134	482 756	454 771	480 443
Billets à taux fixe à 2,443 %	376 927	366 330	374 646	359 258
Billets à taux fixe à 5,533 %	501 044	533 050	507 822	534 915
Billets à taux fixe à 1,505 %	300 072	293 577	301 029	287 922
Billets à taux fixe à 1,871 %	377 010	373 328	375 018	368 996
Billets à taux fixe à 5,084 %	-	-	253 171	253 220
	<u>2 610 219</u>	<u>2 660 087</u>	<u>2 266 457</u>	<u>2 284 754</u>

Facilités de crédit

Facilité de crédit de Dollarama

Le 27 juin 2025, la Société et les prêteurs ont conclu une quatrième convention de crédit modifiée et mise à jour (la « quatrième convention de crédit ») notamment pour i) proroger les dates d'échéance des facilités de crédit renouvelables (collectivement, la « facilité de crédit de Dollarama »), de façon à ce que la date d'échéance de la facilité A d'un montant de 250,0 M\$ soit prorogée du 28 juin 2029 au 27 juin 2030, la date d'échéance de la facilité B d'un montant de 450,0 M\$ soit prorogée du 28 juin 2027 au 27 juin 2028, la date d'échéance de la facilité C d'un montant de 50,0 M\$ soit prorogée du 28 juin 2027 au 27 juin 2028 et la date d'échéance de la facilité D d'un montant de 300,0 M\$ soit prorogée du 27 juin 2025 au 26 juin 2026; et ii) permettre des prélèvements sur la facilité de crédit de Dollarama en dollars australiens, dont les intérêts sont calculés selon le taux de référence de swaps d'acceptations bancaires australien en vigueur, majoré de la marge applicable.

Aux termes de la quatrième convention de crédit, la Société peut, dans certaines circonstances et sous réserve de l'obtention d'engagements supplémentaires de la part des prêteurs existants ou d'autres institutions admissibles, demander des augmentations portant le montant total disponible aux termes des facilités engagées, y compris les engagements existants, à 1 500,0 M\$. La quatrième convention de crédit oblige la Société à respecter, sur une base trimestrielle et consolidée, un ratio minimal de couverture des intérêts et un ratio maximal d'endettement. La Société a la possibilité d'effectuer des emprunts en dollars canadiens, australiens et américains.

La facilité de crédit de Dollarama est cautionnée par Dollarama S.E.C. et par Dollarama GP Inc. (collectivement, avec la Société, les « parties garantissant l'emprunt »). La quatrième convention de crédit est assortie de clauses restrictives qui, sous réserve de certaines exceptions, limitent la capacité des parties garantissant l'emprunt de faire notamment ce qui suit : contracter, prendre en charge ou autoriser des dettes de premier rang ou des privilèges; réaliser des fusions, des acquisitions, des ventes d'actifs ou des opérations de cession-bail; changer la nature de leurs activités et effectuer certaines opérations avec des sociétés du même groupe. La quatrième convention de crédit limite également la capacité de la Société, dans certaines circonstances, de faire ce qui suit en cas de défaut aux termes de la convention : procéder à des prêts; déclarer des dividendes et faire des paiements relatifs à des participations en actions ou racheter de telles participations.

Au 2 novembre 2025, la Société respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière aux termes de la quatrième convention de crédit.

Facilités de crédit de TRS

À la suite de la transaction visant TRS, la Société a également accès, par l'intermédiaire de TRS, à une facilité interchangeable de 10,0 M\$ AU (9,2 M\$) pouvant être affectée aux sous-facilités suivantes : une facilité cédée d'émission de titres de créance ou de lettre de crédit pour un montant de 0,5 M\$ AU à utiliser à des fins de crédit à l'importation; une facilité de crédit en devises à découvert de 1,5 M\$ AU permettant d'emprunter en dollars américains, en livres sterling et en euros afin d'aider à combler le financement des besoins en fonds de roulement en devises; et une facilité d'emprunt d'un montant maximal de 10,0 M\$ AU pour aider à combler les besoins en fonds de roulement. Une facilité saisonnière de 20,0 M\$ AU (18,3 M\$) est aussi disponible de juin à décembre afin d'aider à combler les besoins en fonds de roulement saisonniers, ainsi qu'une lettre de crédit et une facilité garantie, pour un montant total de 0,5 M\$ AU (0,5 M\$) (collectivement avec la facilité saisonnière et la facilité interchangeable, les « facilités de crédit de TRS »). Les facilités de crédit de TRS sont assorties de clauses restrictives et obligent TRS à respecter une valeur corporelle nette minimale et un ratio de couverture des charges fixes, en fonction uniquement des résultats, de la situation financière et des restrictions de distribution de TRS.

Au 2 novembre 2025, TRS respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière aux termes de ses facilités de crédit.

Programme de billets de trésorerie aux États-Unis

Aux termes du programme de billets de trésorerie aux États-Unis, la Société peut émettre, à l'occasion, par voie de placement privé, en vertu des dispenses d'inscription et d'obligations relatives au prospectus conformément aux lois sur les valeurs mobilières applicables, des billets de trésorerie non garantis dont l'échéance est d'au plus 397 jours à compter de la date d'émission (les « billets de trésorerie américains »). Le montant en capital total des billets de trésorerie américains en cours aux termes du programme de billets de trésorerie aux États-Unis ne peut en aucun temps dépasser 700,0 M\$ US. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour convertir en dollars canadiens le produit net tiré de l'émission des billets de trésorerie américains et affecte ce produit aux fins générales de l'entreprise.

Les billets de trésorerie américains sont des obligations non garanties directes de la Société et occupent le même rang (pari passu) que toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées de la Société. Les billets de trésorerie américains sont cautionnés inconditionnellement par Dollarama S.E.C. et par Dollarama GP Inc., filiales entièrement détenues par la Société. La facilité de crédit de Dollarama sert de garantie de liquidités aux fins du remboursement des billets de trésorerie américains.

Au 2 novembre 2025, aucun montant n'était en cours aux termes du programme de billets de trésorerie aux États-Unis (nul au 2 février 2025).

Obligations contractuelles, arrangements non comptabilisés et engagements

Le tableau suivant présente une analyse des passifs financiers non dérivés de la Société, selon un classement des échéances en fonction de la période à courir entre la date de l'état de la situation financière et la date d'échéance contractuelle. Les montants ci-dessous sont ceux des flux de trésorerie non actualisés contractuels au 2 novembre 2025. Les dettes d'exploitation et charges à payer ne tiennent pas compte des passifs non liés à des contrats (comme les passifs d'impôt découlant d'exigences réglementaires imposées par les gouvernements).

<i>(en milliers de dollars)</i>	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes d'exploitation et charges à payer	475 977	-	-	-	475 977
Dividendes à verser	28 981	-	-	-	28 981
Emprunts à court terme	9 166	9 166	-	-	18 332
Obligations locatives ¹⁾	88 749	334 411	1 744 555	1 460 900	3 628 615
Provisions non courantes et autres passifs ²⁾	-	-	7 052	295	7 347
Ententes de financement à long terme	1 864	-	3 727	-	5 591
Remboursement de capital sur :					
Billets à taux fixe à 3,850 %	-	-	-	600 000	600 000
Billets à taux fixe à 5,165 %	-	-	450 000	-	450 000
Billets à taux fixe à 2,443 %	-	-	375 000	-	375 000
Billets à taux fixe à 5,533 %	-	-	500 000	-	500 000
Billets à taux fixe à 1,505 %	-	-	300 000	-	300 000
Billets à taux fixe à 1,871 %	-	375 000	-	-	375 000
Versements d'intérêts sur :					
Billets à taux fixe à 3,850 %	11 550	11 550	92 400	11 550	127 050
Billets à taux fixe à 5,165 %	-	23 243	81 349	-	104 592
Billets à taux fixe à 2,443 %	4 581	4 581	27 483	-	36 645
Billets à taux fixe à 5,533 %	-	27 665	55 330	-	82 995
Billets à taux fixe à 1,505 %	-	4 515	4 515	-	9 030
Billets à taux fixe à 1,871 %	3 508	3 508	-	-	7 016
	624 376	793 639	3 641 411	2 072 745	7 132 171

¹⁾ Représentent les loyers annuels de base et les autres montants payés aux propriétaires qui sont fixes ou qui varient en fonction d'un indice ou d'un taux.

²⁾ Représentent les provisions pour remise en état, les droits des employés et les droits liés à la performance.

Outre les lettres de crédit en cours en vertu de la facilité de crédit de Dollarama et des facilités de crédit de TRS, la Société n'est assujettie à aucun autre arrangement ou engagement non comptabilisé.

Instruments financiers

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition au risque de change et de taux d'intérêt. La Société documente la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, tout comme les objectifs et stratégies de gestion du risque qui sous-tendent ces opérations de couverture. Les instruments financiers dérivés désignés comme des instruments de couverture sont comptabilisés à la juste valeur, laquelle est établie au moyen des cours du marché et d'autres données observables.

Pour une description des instruments financiers dérivés de la Société, se reporter à la note 12 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le troisième trimestre clos le 2 novembre 2025 et aux notes 3 et 15 des états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice 2025.

Exposition au risque de change

La Société se sert de contrats de change à terme pour atténuer le risque inhérent aux fluctuations du dollar américain par rapport à la monnaie fonctionnelle. Ces instruments financiers dérivés sont utilisés à des fins de gestion des risques et sont désignés comme instruments de couverture des achats de marchandises prévus ou comme instruments de couverture des emprunts en dollars américains convertis en dollars canadiens dans le cadre du programme de billets de trésorerie aux États-Unis. Les contrats de change à terme sont désignés comme des instruments de couverture et sont comptabilisés à la juste valeur déterminée au moyen des cours du marché et d'autres données observables.

La couverture du risque de change comporte un risque d'illiquidité et, dans la mesure où le dollar américain se déprécie par rapport à la monnaie fonctionnelle, les ententes de couverture pourraient avoir pour effet de limiter ou de réduire le rendement total de la Société si les achats aux taux couverts se traduisaient par des marges moins élevées que si ces achats avaient été faits au taux du jour.

Risque de taux d'intérêt

La Société a recours à des swaps de taux d'intérêt pour atténuer le risque associé aux variations de la juste valeur de ses billets à taux fixe par suite des fluctuations des taux d'intérêt. Ces instruments financiers dérivés sont utilisés à des fins de gestion des risques et sont désignés comme couvertures de la juste valeur. En utilisant ces swaps de taux d'intérêt, la Société reçoit un taux d'intérêt fixe et paie des intérêts à un taux variable sur un montant notionnel. Ces dérivés sont désignés comme des instruments de couverture et sont comptabilisés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière.

La couverture du risque de taux d'intérêt comporte également un risque d'illiquidité et, dans la mesure où les taux d'intérêt augmentent, les ententes de couverture pourraient avoir pour effet de limiter ou de réduire le rendement total de la Société si l'émission de billets à des taux couverts se traduisait par des marges moins élevées que si ces billets avaient été émis au taux du jour.

La Société a réévalué la nature des risques découlant des instruments financiers dérivés et la gestion de ces risques et conclu qu'il n'y avait eu aucun changement significatif.

Transactions entre parties liées

Baux immobiliers

Au 2 novembre 2025, la Société louait 19 magasins, cinq entrepôts, ainsi que son siège social auprès d'entités liées au chef de la direction de la Société, aux termes de baux à long terme. Les paiements de loyers associés à ces baux conclus avec des parties liées sont évalués au coût, qui correspond à la juste valeur, soit le montant de la contrepartie établie selon les conditions du marché.

Au 2 novembre 2025, le solde des obligations locatives à payer à des entités liées au chef de la direction de la Société s'élevait à 260,2 M\$ (271,8 M\$ au 2 février 2025).

Au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 2 novembre 2025, la Société a passé en charges des paiements de loyers à des entités liées au chef de la direction de la Société de 1,6 M\$ et de 4,9 M\$ (1,5 M\$ et 4,5 M\$ pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 27 octobre 2024).

Dollarcity

Le 11 juin 2024, la Société a réalisé la transaction visant Dollarcity, ce qui a porté sa participation totale dans CARS à 60,1 %.

Dans le cadre de la transaction visant Dollarcity, Dollarama International et les actionnaires fondateurs de Dollarcity ont établi une nouvelle entité au sein du groupe Dollarcity, ICM, la société mère des entités qui exploitent la branche mexicaine de l'entreprise, dans laquelle la Société et les actionnaires fondateurs de Dollarcity posséderont indirectement une participation de 80,05 % et de 19,95 %, respectivement. De plus, les parties ont convenu de nouvelles modalités de gouvernance aux fins de la future expansion de l'entreprise au Mexique.

La Société a aussi obtenu l'option d'acquérir, à tout moment le ou avant le 31 décembre 2027, une participation additionnelle de 9,89 % dans CARS (l'« option d'achat ») et une participation correspondante de 4,945 % dans ICM dans le cadre de la transaction visant Dollarcity. La Société continue d'exercer un contrôle conjoint sur Dollarcity (y compris CARS et ICM) et de comptabiliser ses participations comme des partenariats selon la méthode de la mise en équivalence.

Aux termes de la convention entre actionnaires conclue entre Dollarama International et les actionnaires fondateurs de Dollarcity, dans sa version modifiée de temps à autre (la « convention entre actionnaires »), les actionnaires fondateurs de Dollarcity ont une option de vente selon laquelle ils peuvent exiger, dans certaines circonstances, que Dollarama International rachète les actions de CARS qu'ils détiennent à la juste valeur de marché. Les actionnaires fondateurs de Dollarcity peuvent exercer ce droit dans le cours normal des activités au cours des périodes indiquées, sous réserve de seuils relatifs à la taille de la transaction, de seuils d'actionnariat obligatoires et de périodes de blocage et de préavis, entre autres conditions et restrictions. Ce droit pourrait également être exercé lorsque surviennent certains événements extraordinaires, notamment un changement de contrôle de la Société et la vente de Dollarcity. L'exercice de l'option de vente par les actionnaires fondateurs de Dollarcity doit comprendre leur participation proportionnelle correspondante dans ICM. La convention entre actionnaires prévoit également des droits d'entraînement et des droits de suite concernant CARS et ICM. La Société ne peut prédire si cette option sera exercée ou non et, dans le cas où elle serait exercée, elle ne peut prédire le moment où il le sera ni la mesure dans laquelle il le sera (l'option de vente pouvant, sous réserve de certaines exceptions, être exercée avant le 4 février 2027, jusqu'à l'atteinte d'un seuil maximal représentant 14,9 % de toutes les actions de CARS en circulation). Si l'option de vente est exercée, la contrepartie à payer par la Société pourrait, dépendamment de divers facteurs, dont ceux mentionnés précédemment, être payée au moyen de l'encaisse ou être financée en totalité ou en partie, et, selon les circonstances, elle pourrait avoir une incidence temporaire sur la stratégie de répartition du capital de la Société. Se reporter à la rubrique intitulée « Situation de trésorerie et sources de financement ».

La relation d'affaires de Dollarama International et de Dollarcity est en grande partie régie par des conventions d'approvisionnement et de services et d'autres conventions conclues entre les parties. Les conventions d'approvisionnement et de services ont une durée initiale de cinq ans, sous réserve de renouvellement automatique pour des périodes successives de un an, sauf en cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties au moins 60 jours avant la fin de la période en cours.

Aux termes des conventions d'approvisionnement, Dollarcity achète de la Société des produits à vendre aux clients dans le cours normal des activités. Les ventes à Dollarcity expédiées directement à partir des entrepôts de la Société ainsi que la contrepartie nette reçue pour les ventes pour lesquelles la Société agit comme intermédiaire sont incluses dans les ventes consolidées de la Société.

Aux termes des conventions de services et des autres conventions en vigueur, Dollarcity et la Société se fournissent des services l'une à l'autre, y compris, sans s'y limiter, des services administratifs et des services généraux, ainsi que divers services liés aux technologies de l'information. Dollarcity achète également de la Société divers articles comme des produits de rayonnage, du matériel et des licences d'utilisation de logiciels. Au cours de l'exercice 2026, la Société a conclu un accord de licence en lien avec l'expansion de l'entreprise au Mexique pour un montant total de 33,0 M\$ US (45,0 M\$).

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs et des passifs découlant des transactions conclues avec Dollarcity dans le cadre des conventions susmentionnées :

	Aux	
	2 novembre 2025	2 février 2025
	\$	\$
<i>(en milliers de dollars)</i>		
Éléments inclus dans l'état consolidé de la situation financière		
Créances	57 617	39 251
Distributions à recevoir des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	54 620
Dettes d'exploitation et charges à payer	16 888	8 316

Le tableau suivant présente les transactions conclues avec Dollarcity dans le cadre des conventions susmentionnées pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes aux dates indiquées ci-dessous :

	Périodes de 13 semaines closes		Périodes de 39 semaines closes	
	le 2 novembre 2025	le 27 octobre 2024	le 2 novembre 2025	le 27 octobre 2024
	\$	\$	\$	\$
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Éléments inclus dans l'état consolidé du résultat net et du résultat global				
Ventes ¹⁾	5 999	3 652	18 977	11 929

¹⁾ Inclut la contrepartie nette reçue pour les ventes pour lesquelles la Société agit comme intermédiaire, ainsi que le produit brut tiré des ventes expédiées directement à partir des entrepôts de la Société.

Estimations et jugements comptables critiques

Pour préparer les états financiers, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui nécessitent de faire appel au jugement et qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés au titre de l'actif, du passif, des produits des activités ordinaires et des charges de la période. Les estimations et autres jugements font l'objet d'une réévaluation constante. Ils sont fondés sur l'expérience de la direction et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société ont été préparés à l'aide des estimations et des jugements comptables critiques décrits à la note 5 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2025.

Le 21 juillet 2025, la Société a, par l'intermédiaire de sa filiale entièrement détenue Dollarama International, réalisé l'acquisition de la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de TRS (la « transaction visant TRS »), qui a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises, conformément à IFRS 3. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition, ce qui a nécessité des jugements et des estimations importants de la part de la direction, comme il est indiqué plus en détail à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Normes et interprétations significatives

IFRS 18, États financiers : Présentation et informations à fournir (« IFRS 18 »)

En avril 2024, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 18 afin d'assurer la comparabilité de la performance financière d'entités similaires. La norme, qui remplace IAS 1, *Présentation des états financiers*, a une incidence sur la présentation des états financiers de base et des notes, principalement l'état du résultat net, dans lequel les sociétés seront tenues de présenter des catégories distinctes de produits et de charges pour les activités d'exploitation, d'investissement et de financement, ainsi que des sous-totaux prescrits pour chaque nouvelle catégorie. IFRS 18 exigera que les mesures de performance définies par la direction soient expliquées et incluses dans une note distincte dans les états financiers consolidés. La norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027, y compris pour les états financiers intermédiaires, et elle doit être appliquée rétrospectivement. La Société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés, et l'adoption aura lieu dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la période de 13 semaines close le 2 mai 2027.

Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes annexes pour le troisième trimestre de l'exercice 2026 ont été établis conformément aux PCGR. Le présent rapport de gestion fait toutefois référence à certaines mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Nous avons inclus certaines mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières dans nos documents financiers afin de fournir aux investisseurs des mesures complémentaires de la performance financière et opérationnelle de la Société. La Société utilise les mesures financières non conformes aux PCGR et les autres mesures et ratios financiers suivants : le BAIIA, le total de la dette, la dette nette, les résultats non distribués ajustés, le ratio de la dette nette ajustée par rapport au BAIIA, la marge du BAIIA, la marge brute, la marge d'exploitation, les frais généraux en pourcentage des ventes, les ventes des magasins comparables au Canada et la croissance des ventes des magasins comparables au Canada. Nous estimons que ces mesures sont des mesures complémentaires importantes de la performance financière et opérationnelle, car elles éliminent les éléments qui ont une incidence moindre sur celles-ci, mettant ainsi en évidence des tendances dans nos activités de base que les mesures conformes aux PCGR, à elles seules, ne permettraient pas nécessairement de faire ressortir. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées ont fréquemment recours aux mesures financières non conformes aux PCGR et à d'autres mesures financières pour évaluer les émetteurs. Notre direction fait par ailleurs appel aux mesures financières non conformes aux PCGR et à d'autres mesures financières pour faciliter la comparaison de la performance financière et opérationnelle d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer la capacité à assumer le service de la dette de la Société, les dépenses d'investissement et les besoins en fonds de roulement dans l'avenir.

La majeure partie de ces mesures servent à combler l'écart entre l'information financière à vocation externe selon les PCGR et l'information financière à vocation externe adaptée au secteur de la vente au détail, et elles ne sauraient être considérées isolément ni se substituer à des mesures de la performance financière calculées selon les PCGR.

Les mesures financières non conformes aux PCGR et les autres mesures financières présentées ci-après n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas susceptibles de se prêter aux comparaisons avec des mesures similaires présentées par d'autres sociétés émettrices.

A) Mesures financières non conformes aux PCGR

BAIIA

Le BAIIA représente le résultat net plus l'impôt sur le résultat, les coûts de financement nets et la dotation aux amortissements et comprend la quote-part revenant à la Société du résultat net de ses participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La direction est d'avis que le BAIIA constitue une mesure complémentaire utile permettant d'évaluer la rentabilité opérationnelle des activités de base sous-jacentes. La Société a révisé sa méthode de rapprochement du BAIIA et commence par le résultat net plutôt que par le résultat d'exploitation, comme elle le faisait pour les périodes précédentes. Cette modification a été mise en place afin de tenir compte de l'incidence du profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et d'améliorer la comparabilité avec les autres sociétés du même secteur. Cette modification n'a aucune incidence sur la période comparative ni sur le BAIIA comptabilisé par la Société pour les exercices 2024 et 2025. La Société calcule également le BAIIA compte non tenu du profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence afin d'exclure l'incidence de l'option d'achat, car l'option d'achat ne reflète pas les activités courantes de la Société et ne devrait pas, selon la direction, être considérée comme faisant partie de l'évaluation à long terme de la rentabilité opérationnelle des activités de base sous-jacentes de la Société. Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat net et du BAIIA :

	Périodes de 13 semaines closes		Périodes de 39 semaines closes	
	Le 2 novembre 2025	le 27 octobre 2024	le 2 novembre 2025	le 27 octobre 2024
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$
Résultat net	321 724	275 806	916 978	777 591
Ajouter :				
Impôt sur le résultat	110 504	90 083	310 729	255 730
Coûts de financement nets	48 967	41 603	136 096	119 065
Dotation aux amortissements	130 842	102 185	332 881	299 339
BAIIA	612 037	509 677	1 696 684	1 451 725
Profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	(10 348)	-
BAIIA, compte non tenu du profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	612 037	509 677	1 686 336	1 451 725

DOLLARAMA INC.
RAPPORT DE GESTION

Le 11 décembre 2025

Le tableau suivant présente le rapprochement du BAIIA et des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation :

(en milliers de dollars)	Périodes de 13 semaines closes		Périodes de 39 semaines closes	
	le 2 novembre 2025	le 27 octobre 2024	le 2 novembre 2025	le 27 octobre 2024
	\$	\$	\$	\$
BAIIA	612 037	509 677	1 696 684	1 451 725
Ajouter :				
Impôt exigible	(121 617)	(95 475)	(307 636)	(256 872)
Rémunération fondée sur des actions	3 712	4 141	10 906	11 973
Profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	(10 348)	-
Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(42 418)	(27 083)	(121 060)	(71 871)
Intérêts reçus	7 680	4 418	18 370	21 500
Autres	718	720	3 525	1 780
	460 112	396 398	1 290 441	1 158 235
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(26 473)	(26 045)	(113 963)	(83 614)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	433 639	370 353	1 176 478	1 074 621

Total de la dette

Le total de la dette représente la somme de la dette à long terme (y compris les frais d'émission des titres de créance non amortis, l'intérêt à payer et la couverture de la juste valeur – ajustement de la valeur d'entrée), des emprunts à court terme dans le cadre du programme de billets de trésorerie aux États-Unis, des ententes de financement à long terme et des autres dettes bancaires (le cas échéant). La direction est d'avis que le total de la dette constitue une mesure utile pour faciliter la compréhension de la situation financière de la Société par rapport à ses obligations en matière de financement. Le tableau suivant présente le rapprochement de la dette à long terme et du total de la dette :

(en milliers de dollars)	Aux	
	2 novembre 2025	2 février 2025
	\$	\$
Total de la dette à long terme	2 626 261	2 282 679
Emprunts à court terme	18 332	-
Total de la dette	2 644 593	2 282 679

Dettes nettes

La dette nette représente le total de la dette moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. La direction est d'avis que la dette nette constitue une mesure additionnelle utile pour évaluer la situation financière de la Société, en présentant toutes les obligations en matière de financement de la Société, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Le tableau suivant présente le rapprochement du total de la dette et de la dette nette :

	Aux	
	2 novembre 2025	2 février 2025
	\$	\$
(en milliers de dollars)		
Total de la dette	2 644 593	2 282 679
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(205 521)	(122 685)
Dette nette	2 439 072	2 159 994

Résultats non distribués ajustés

Les résultats non distribués ajustés représentent le déficit plus l'excédent i) du prix payé pour toutes les actions ordinaires rachetées dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités de la Société entre la date d'établissement en juin 2012 et le 2 novembre 2025 sur ii) la valeur comptable de ces actions ordinaires. Le tableau suivant présente le rapprochement du déficit et des résultats non distribués ajustés :

	Aux	
	2 novembre 2025	2 février 2025
	\$	\$
(en milliers de dollars)		
Déficit	(60 503)	(225 301)
Prix payé excédant la valeur comptable des actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	7 852 933	7 196 988
Résultats non distribués ajustés	7 792 430	6 971 687

Le déficit au 2 novembre 2025 et au 2 février 2025 ne reflète pas une mauvaise performance opérationnelle. Il découle du fait qu'une part importante de la contrepartie en trésorerie pour le rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société est portée en diminution des résultats non distribués et que le cours du marché auquel les actions sont rachetées excède considérablement la valeur comptable de ces actions. La direction estime que le rachat d'actions demeure une stratégie efficace pour créer de la valeur pour les actionnaires et constitue une utilisation appropriée des fonds de la Société. La direction est également d'avis que les résultats non distribués ajustés constituent une mesure additionnelle qui reflète mieux la performance opérationnelle de la Société.

B) Ratios non conformes aux PCGR

Ratio de la dette nette ajustée par rapport au BAIIA

Le ratio de la dette nette ajustée par rapport au BAIIA correspond à la dette nette ajustée, divisée par le BAIIA consolidé pour les douze derniers mois. La direction utilise ce ratio pour évaluer partiellement la situation financière de la Société. Une hausse du ratio indiquerait un accroissement de la dette de la Société par tranche de un dollar de BAIIA généré. Le tableau suivant présente le calcul du ratio de la dette nette ajustée par rapport au BAIIA :

	Aux	
	2 novembre 2025	2 février 2025
	\$	\$
(en milliers de dollars)		
Dette nette	2 439 072	2 159 994
Obligations locatives	2 743 864	2 426 977
Frais d'émission des titres de créance non amortis, y compris un montant de 1 453 \$ (1 219 \$ au 2 février 2025) pour la facilité de crédit de Dollarama	8 670	7 092
Couverture de juste valeur – ajustement de la valeur d'entrée des swaps de taux d'intérêt	(12 224)	(12 361)
Dette nette ajustée	5 179 382	4 581 702
BAIIA pour les douze derniers mois ¹⁾	2 451 542	2 121 829
Ratio de la dette nette ajustée par rapport au BAIIA	2,11 x	2,16 x

¹⁾ Ce montant correspond au BAIIA de la Société pour les douze derniers mois, qui s'établissait à 2 366 788 \$, et comprend les résultats de TRS pour la période allant du 22 juillet 2025 au 2 novembre 2025, plus le BAIIA de TRS pour la période allant du 28 octobre 2024 à la réalisation de la transaction visant TRS le 21 juillet 2025 (tel qu'il a été calculé et présenté par TRS), qui s'établissait à 84 754 \$.

Marge du BAIIA

La marge du BAIIA représente le BAIIA divisé par les ventes. La direction estime que cette mesure est utile pour évaluer la performance des activités courantes et l'efficacité des activités par rapport aux ventes. La Société calcule également la marge du BAIIA compte non tenu du profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, afin d'exclure l'incidence de l'option d'achat, car l'option d'achat ne reflète pas les activités courantes de la Société et ne devrait pas, selon la direction, être considérée comme faisant partie de l'évaluation à long terme de la rentabilité opérationnelle des activités de base sous-jacentes de la Société. Le tableau suivant présente le rapprochement du BAIIA et de la marge du BAIIA :

	Périodes de 13 semaines closes		Périodes de 39 semaines closes	
	le 2 novembre 2025	le 27 octobre 2024	le 2 novembre 2025	le 27 octobre 2024
	\$	\$	\$	\$
(en milliers de dollars)				
BAIIA	612 037	509 677	1 696 684	1 451 725
Ventes	1 909 442	1 562 644	5 154 490	4 531 800
Marge du BAIIA	32,1 %	32,6 %	32,9 %	32,0 %
BAIIA, compte non tenu du profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	612 037	509 677	1 686 336	1 451 725
Ventes	1 909 442	1 562 644	5 154 490	4 531 800
Marge du BAIIA, compte non tenu du profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	32,1 %	32,6 %	32,7 %	32,0 %

C) Mesures financières supplémentaires

Marge brute	Représente le profit brut divisé par les ventes, exprimé en pourcentage des ventes.
Marge d'exploitation	Représente le résultat d'exploitation divisé par les ventes, exprimé en pourcentage des ventes.
Frais généraux en pourcentage des ventes	Représentent les frais généraux divisés par les ventes.
Ventes des magasins comparables	Représentent les ventes des magasins, y compris les magasins relocalisés et agrandis, ouverts depuis au moins 13 mois complets par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent.
Croissance des ventes des magasins comparables	Représente l'augmentation ou la diminution, selon le cas, en pourcentage des ventes des magasins comparables, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Énoncés prospectifs

Certains énoncés que contient le présent rapport de gestion portent sur nos intentions, nos attentes et nos projets actuels et futurs, nos résultats, notre degré d'activité, notre rendement, nos objectifs, nos réalisations ou tout autre événement ou fait nouveau à venir et constituent des énoncés prospectifs. Les termes « pouvoir », « s'attendre à », « planifier », « prévoir », « tendances », « indications », « anticiper », « croire », « estimer », « probables », « éventuels » ou « potentiels », ou des variantes négatives de ces termes ou d'autres formulations semblables, visent à signaler des énoncés prospectifs. Dans le présent rapport de gestion, les énoncés prospectifs spécifiques incluent, sans toutefois s'y limiter, les énoncés portant sur : la stratégie de rendement du capital pour les actionnaires de la Société; la situation de trésorerie de la Société; l'utilisation prévue du produit net de l'émission des billets à taux fixe à 3,850 %; le refinancement des billets à taux fixe de 1,871 % échéant en juillet 2026; l'effet relatif potentiel de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités; l'incidence des hausses du salaire minimum sur les frais d'administration et les charges d'exploitation des magasins; Dollarcity et certaines modalités aux termes de la convention entre actionnaires (telles qu'elles sont définies dans les présentes); et les intentions de la Société concernant l'évaluation et la mise en place de stratégies dans le but d'optimiser les activités en Australie et d'appliquer les caractéristiques du modèle d'affaires de Dollarama au cours des prochaines années.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les plus récentes informations à la disposition de la direction ainsi que sur des estimations et hypothèses qui concernent, entre autres choses, la conjoncture économique, le contexte géopolitique et la concurrence dans le secteur de la vente au détail au Canada, en Amérique latine et en Australie et que la direction a formulées à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances historiques, de la conjoncture, et de l'évolution prévue dans l'avenir, ainsi que d'autres facteurs qui sont considérés pertinents et raisonnables dans les circonstances. Toutefois, rien ne garantit que ces estimations et hypothèses s'avéreront exactes. Plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le degré d'activité, les réalisations ou le rendement réel, ou les événements ou faits futurs, diffèrent de manière significative de ceux exprimés de façon implicite ou explicite dans les énoncés prospectifs, notamment les facteurs suivants, lesquels sont présentés dans le présent rapport de gestion et décrits plus en détail aux rubriques « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion et du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice 2025, accessible sur le site de SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca, et sur le site Web de la Société, à l'adresse www.dollarama.com : augmentations futures des charges d'exploitation (y compris les hausses du salaire minimum prescrit par la loi), augmentations futures du coût des marchandises (y compris en raison de hausses des coûts des matières premières et de différends sur les tarifs), augmentations futures des frais de livraison et de transport et des autres frais de logistique (y compris en raison des frais de transport, des hausses du prix du carburant et des frais d'immobilisation), augmentation des coûts ou interruption du flux de marchandises importées (y compris en raison des perturbations touchant la chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale et de l'instabilité géopolitique créée par l'intensification des tensions entre la Chine et les pays de l'Occident), incapacité de maintenir l'image de marque et la réputation, incapacité de maintenir la gamme de produits et de se réapprovisionner en marchandises, perturbation dans le réseau de distribution, incapacité d'obtenir de la capacité supplémentaire pour les entrepôts et le centre de distribution en temps opportun, incapacité de conclure ou de renouveler, selon le cas, les baux des magasins et des entrepôts à des conditions favorables et concurrentielles, freintes de stocks, caractère saisonnier, acceptation par le marché des marques maison, incapacité de protéger les marques de commerce et autres droits exclusifs, activités à l'étranger, fluctuations des taux de change, pertes potentielles associées à l'utilisation d'instruments financiers dérivés, risque de taux d'intérêt relatif à la dette à taux d'intérêt variable, niveau d'endettement et incapacité de générer des flux de trésorerie suffisants pour assurer le service de la dette, tout exercice par les actionnaires fondateurs de Dollarcity de leur option de vente, modification de la solvabilité et de la notation et hausse potentielle du coût du capital, hausses d'impôts et modifications apportées aux lois fiscales applicables ou à leur interprétation, concurrence dans le secteur de la vente au détail (y compris pour les détaillants en ligne), technologies de rupture, conjoncture générale de l'économie, départ de hauts dirigeants, incapacité d'attirer et de conserver des employés compétents, interruptions des systèmes de technologies de l'information, incapacité de protéger les systèmes contre les attaques informatiques, impossibilité de réaliser la stratégie de croissance avec succès (y compris l'incapacité de déceler et de poursuivre de nouvelles occasions de croissance), incapacité de la Société à intégrer les activités de TRS avec succès, toute incapacité à tirer parti des avantages qui devraient découler de l'acquisition de TRS, structure de société de portefeuille, conditions météorologiques défavorables, tremblements de terre et autres catastrophes naturelles, perturbations géopolitiques et instabilité politique dans les pays étrangers, pandémies ou épidémies, coûts inattendus liés aux programmes d'assurance actuels, réclamations en responsabilité du fait des produits et rappels de produits, cadre réglementaire, actions collectives et autres litiges, conformité sur le plan environnemental, changements climatiques et activisme actionnarial.

Ces éléments ne sont pas censés représenter une liste exhaustive des facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur la Société, ses filiales ou Dollarcity; toutefois, ils devraient être étudiés attentivement. Les énoncés prospectifs ont pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction au sujet de la performance financière de la Société et de Dollarcity et ils peuvent ne pas être pertinents à d'autres fins; les lecteurs ne devraient pas se fier indûment aux énoncés prospectifs figurant aux présentes. En outre, sauf indication contraire, les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion visent à décrire les attentes de la direction en date du 11 décembre 2025, et la direction n'a pas l'intention et ne s'engage aucunement à mettre à jour ou à réviser ces énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux éléments d'information ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, sauf si elle y est tenue en vertu de la loi.

Tous les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion doivent être lus à la lumière de la présente mise en garde.

Risques et incertitudes

Le contrôle et l'amélioration des activités sont des préoccupations constantes au sein de la Société. La compréhension et la gestion des risques font donc partie intégrante du processus de planification stratégique de la Société.

Les principaux risques et incertitudes identifiés par la Société qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur ses résultats d'exploitation futurs sont décrits dans le rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice 2025 (accessible sur le site de SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca, et sur le site Web de la Société, à l'adresse www.dollarama.com) et sont regroupés dans les catégories suivantes :

- risques liés aux activités d'exploitation;
- risques financiers;
- risques de marché;
- risques liés aux ressources humaines;
- risques liés à la technologie;
- risques liés à la stratégie et à la structure juridique;
- risques liés à la poursuite des activités;
- risques juridiques et réglementaires.

Le 21 juillet 2025, la Société a réalisé la transaction visant TRS. Se reporter à la rubrique *Facteurs de risque – Activités internationales* du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice 2025.

La Société gère ces risques de façon continue et s'est dotée de lignes directrices dans le but d'atténuer ces risques de manière à réduire leur incidence. Elle souscrit également une couverture d'assurance complète, à coût raisonnable, qui la protège contre la plupart des événements assurables. De plus, la Société recueille et analyse régulièrement des données économiques, des informations sur ses concurrents ainsi que d'autres données financières et opérationnelles, et la haute direction tient compte des résultats de ces analyses au moment de prendre des décisions stratégiques et opérationnelles. La Société ne peut toutefois garantir que les lignes directrices élaborées et les mesures prises donneront le résultat escompté.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Aucune modification apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période comptable commençant le 3 février 2025 et se terminant le 2 novembre 2025 n'a eu, ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

La direction a limité l'étendue de la conception des contrôles et des procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière afin d'en exclure les contrôles, les politiques et les procédures de TRS. Se reporter à la rubrique « Principales informations financières par secteur » du présent rapport de gestion. Cette limitation de l'étendue est conforme à l'article 3.3 du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, qui permet à un émetteur de limiter la conception des contrôles et des procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière afin d'exclure les contrôles, les politiques et les procédures d'une entreprise qu'il a acquise 365 jours ou moins avant la clôture de la période de présentation de l'information financière en question. Pour obtenir un résumé des informations financières de TRS, veuillez consulter les résultats du secteur australien présenté dans la colonne Australie de la rubrique intitulée « Principales informations financières par secteur » du présent rapport de gestion et à la note 16 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le troisième trimestre clos le 2 novembre 2025.

Dividende

Le 11 décembre 2025, la Société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé un dividende en trésorerie trimestriel à l'intention des porteurs d'actions ordinaires de 0,1058 \$ par action ordinaire. Ce dividende sera versé le 6 février 2026 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 9 janvier 2026. Le dividende est désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada.

Le versement de chaque dividende trimestriel demeure assujéti à la déclaration du dividende en question par le conseil d'administration. Le montant réel de chaque dividende trimestriel ainsi que les dates de déclaration, d'inscription et de versement demeurent à la discrétion du conseil d'administration.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 3 juillet 2025, la Société a annoncé le renouvellement de son offre de rachat de 2025-2026 et l'obtention de l'approbation de la TSX pour racheter jusqu'à 13 865 588 actions ordinaires, soit 5,0 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Société au 30 juin 2025, au cours de la période de 12 mois allant du 7 juillet 2025 au 6 juillet 2026. Toutes les actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre de rachat dans le cours normal des activités seront soit annulées soit placées en fiducie pour faciliter la possession et l'administration des actions ordinaires pouvant être rachetées par la Société pour couvrir son exposition en ce qui a trait aux attributions effectuées aux termes de son régime d'unités d'actions liées au rendement, y compris à des fins de règlement de ses obligations aux termes de ce régime.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2026, 2 605 912 actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre de rachat de 2025-2026, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 484,6 M\$, ce qui représente un prix moyen pondéré de 185,96 \$ par action, compte non tenu de l'impôt applicable sur le rachat d'actions.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2026, 3 537 958 actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre de rachat de 2025-2026 et de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités précédemment en vigueur, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 659,4 M\$, ce qui représente un prix moyen pondéré de 186,38 \$ par action, compte non tenu de l'impôt applicable sur le rachat d'actions.

Données sur les actions

Le capital-actions en circulation de la Société est constitué d'actions ordinaires. Un nombre illimité d'actions ordinaires est autorisé.

Le 11 décembre 2025, 273 785 210 actions ordinaires étaient émises et en circulation, y compris 198 622 actions rachetées et détenues en fiducie à titre d'actions propres. En outre, il y avait 1 773 540 options émises et en cours au 11 décembre 2025, chacune pouvant être exercée pour acquérir une action ordinaire. En supposant l'exercice de toutes les options en cours, il y aurait eu 275 558 750 actions ordinaires émises et en circulation après dilution complète au 11 décembre 2025.

Autres informations

D'autres informations concernant la Société, dont sa plus récente notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca. La Société est une société ouverte inscrite à la TSX sous le symbole « DOL ».